

Pour une innovation souveraine, durable et partagée : discours du Président de la République au Japon.

Emmanuel MACRON

Messieurs les ministres,

Madame le gouverneur,

Madame, Monsieur l'ambassadeur,

Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités,

Chers amis.

Pardon de vous avoir fait attendre, j'étais avec quelques-uns de vos collègues japonais pour continuer les projets d'investissement, de partenariats, d'ailleurs, qui sont importants pour beaucoup d'entre vous, et d'investissements à venir, je l'espère, encore plus importants dans les jours et les semaines qui viennent. Laissez-moi d'abord remercier le MEDEF et le MEDEF international et son homologue du Keidanren, Business France, le METI, JETRO et les ministres ici présents, et le club d'affaires franco-japonais. C'est cet écosystème extrêmement structuré, ce sont vos liens, et c'est tout cet investissement qui nous permet de nous retrouver là aujourd'hui et qui, surtout, traduit déjà la force du lien entre nos deux pays. Et, au fond, je commencerai par là. Plusieurs des projets dont on vient de s'occuper, dont on vient de discuter, sont, je trouve, l'illustration parfaite de ce que la relation franco-japonaise peut faire.

Quand on parle de Carester avec la Jogmec et Iwatani, on voit ce que nous savons faire ensemble sur les terres rares, pas simplement un projet industriel, mais vraiment un projet qui est en train de transformer très profondément notre indépendance en la matière. Lorsqu'on regarde ce que TotalEnergies et Mitsui travaillent ensemble sur la sécurisation des approvisionnements énergétiques, on voit le sens de ce partenariat et de ce que, dans la période actuelle que nous sommes en train de traverser, il signifie. Lorsqu'on voit Neoen, Equans et Toho qui s'engagent dans le déploiement de capacités de stockage par batterie au Japon, on voit là aussi l'importance de cette coopération qui n'est pas simplement énergétique, mais qui permet de transformer la capacité de nos réseaux, la capacité à innover, à fournir justement de manière durable pour nos réseaux de l'énergie.

Quand on regarde CMA-CGM, qui va investir avec les ports de Yokohama, de Kobe, de Tokyo, pour créer la première ligne directe entre l'Europe et le Japon, lorsqu'on regarde ce que Mistral AI fait avec NTT, c'est là aussi bien plus que simplement de l'intelligence artificielle, ce sont à chaque fois des partenariats qui sont au service d'une stratégie que le Japon et la France ont et qui traduisent de la confiance entre des investisseurs et des acteurs, souvent depuis de nombreuses années. Oserais-je ajouter ici que lorsqu'on parle de construction automobile, je vois plusieurs partenaires aujourd'hui de ce secteur, on pourrait ici rappeler aisément que le premier constructeur automobile aujourd'hui en France, c'est Toyota. Donc tout ça vous dit la force des liens qu'il y a entre nos deux pays, et j'arrive devant vous, au fond, devant un parterre qui est déjà convaincu.

Vous avez fait tellement de choses ensemble, on a tellement de partenariats, et ce que je dis d'ailleurs là pour l'industrie vaut pour la recherche, on le verra cet après-midi, Monsieur le ministre, parce que je crois que le CNRS n'a pas plus de partenariats à l'extérieur avec un pays qu'il n'en a avec le Japon. Mais je voudrais vous convaincre qu'il faut faire beaucoup plus et beaucoup plus fort. Je voudrais juste avoir quelques mots, d'abord pour vous dire, pour dire à nos amis japonais, la France et l'Europe, ce n'est pas ce que vous pensez. Et ensuite, je voudrais avoir quelques mots pour vous dire, dans le contexte actuel, au-delà de ce que nous avons fait, de ce que je viens d'illustrer par les partenariats, on doit faire beaucoup plus. Oui, la France, ce n'est pas forcément ce que vous pensez, parce que nous sommes liés par des affinités singulières entre nos deux pays.

Nous avons ces liens, tous ces partenariats que je viens d'évoquer, mais je voudrais ici redire quelques réalités à nos partenaires japonais pour leur convaincre de faire plus. La France, c'est depuis six ans le pays le plus attractif d'Europe. La France, c'est aujourd'hui un pays qui produit une électricité décarbonée, grâce en particulier à sa base nucléaire, mais qui surproduit de l'électricité, là où tout le monde en manque. Plus de 90 térawattheures d'électricité exportés l'année dernière. La France, c'est un pays qui a une stratégie établie d'attractivité, de compétitivité, de production énergétique qui continue de former des talents dans de nombreux domaines, qui a une énergie décarbonée et qui est en phase de réindustrialisation accélérée. Ce sont des sujets sur lesquels on stabilise la stratégie, on délivre, en plus de ce que nous avons fait sur la fiscalité et le droit du travail.

L'Europe est un continent que vous devez aussi regarder tel qu'il est aujourd'hui. Nous avons plein de défis. Mais l'Europe a défini aujourd'hui une stratégie d'accélération de simplification, sur la base de tout un travail qui s'est fait ces dernières années, sur lequel nous sommes en train de prendre des décisions. Simplification pour approfondir notre marché unique, pour aller beaucoup plus vite sur la prise de décision dans de nombreux secteurs ; simplification pour, là aussi, approfondir quand on parle d'énergie, de télécommunications ou de finances et avoir une Europe plus intégrée. Deuxième chose, l'Europe est en train de décider des investissements massifs dans beaucoup de domaines. Nous l'avons fait ces dernières années en sortie de covid. On est en train de le préparer pour le prochain budget où on veut accélérer avec un couple franco-allemand qui croit à cette stratégie à la fois de simplification-accélération et d'investissement.

Nous sommes aussi en train de développer un Made in Europe, on a commencé à le faire, sur le secteur automobile, par exemple, on va le faire dans de nombreux autres secteurs, et de diversification de ces partenariats. Et c'est bien que parfois, l'Europe peut être regardée comme un continent qui est plus lent que d'autres, mais, et je crois que ça a beaucoup de valeur quand je m'exprime ici devant un parterre qui est aussi japonais, la prévisibilité a de la valeur. Et nous, nous l'avons montré toutes ces dernières années, oserais-je dire encore ces dernières semaines, nous sommes là où vous savez que nous irons. Ce n'est pas mal, par les temps qui courent. Croyez-moi. Ça a de la valeur. Parce que quand vous avez des gens qui vous disent : « Nous, on va beaucoup plus vite ». Mais vous ne savez pas si après-demain, ils seront encore à cet endroit, et si demain, ils ne vont pas prendre une décision qui peut vous heurter, sans même vous prévenir, c'est à considérer.

Nous, Européens, on vous explique ce qu'on fait. Parfois, on est peut-être un peu lent, je dirais, on a une culture commune, on veut chercher du compromis, on est à 27, mais on sera toujours là où vous nous attendez. Mon deuxième message, après avoir illustré l'importance des partenariats, c'est de vous dire, regardez la France et l'Europe comme ils sont, on a beaucoup plus de choses à faire ensemble parce que nous avons ces avantages. Maintenant, mon troisième et dernier message, c'est de vous dire, on doit en effet faire beaucoup plus parce que les défis contemporains et l'affinité de nos stratégies justifient qu'on fasse beaucoup plus. C'est d'ailleurs l'une des raisons des partenariats que je viens d'évoquer. On vit un moment de multi-guerres et de multi-crisis. Nous avons, entre autres, la guerre en Europe, avec la guerre d'agression lancée par la Russie en Ukraine, et sur ce sujet, je veux dire combien nous sommes reconnaissants à l'égard du peuple japonais, des gouvernements successifs du Japon, d'avoir toujours été aux côtés des Européens et du droit international.

Nous avons maintenant une guerre qui touche le Moyen-Orient, avec des impacts dramatiques, sur l'énergie en particulier, dans toute la région et pour le Japon, et l'Europe se tient à vos côtés. Au fond, avec la même constance, nous sommes là aussi du côté du droit international, du côté de la négociation et du retour de la diplomatie, et nous croyons aux solutions négociées. Et puis on vit, ce faisant, une multi crise, on le voit bien : crise de l'énergie, elle s'accélère là avec ce que nous vivons au Moyen-Orient, crise du commerce international par les surcapacités des sur-subsidations chinoises et les tarifs américains, et une tension croissante dans les relations économiques à de nombreux égards. Au fond, la stratégie que nous voulons poursuivre, à laquelle nous croyons, Français, Européens, à laquelle nos amis japonais croient, c'est de bâtir une prospérité du XXIème siècle qui soit équilibrée, de continuer à avancer dans un environnement de paix et de pouvoir le faire en défendant nos valeurs.

Au fond, notre stratégie doit être simple, c'est de se dire : comment on défend le droit international, le commerce libre et ouvert, les valeurs démocratiques, la conviction qu'il faut de la prospérité et de la compétitivité pour nous-mêmes et pour financer nos modèles sociaux, Et comment on est convaincus qu'il faut appréhender, évidemment, le changement climatique, parce que ce n'est pas une donnée de fantaisisme, c'est établi par la science, mais le faire en rendant tout le reste possible. Ces axes-là sont les axes de la stratégie française et européenne et également de la stratégie japonaise. En plus de ça, j'ajouterai que nous n'avons pas envie de dépendre de puissances hégémoniques. Nous pouvons dérouler cette stratégie, nous pouvons avoir des résultats au service d'un tel agenda en nous mettant, si je puis dire, à l'abri d'une volonté hégémonique chinoise ou d'une volonté de plus en plus hégémonique américaine.

Je ne mets pas un signe égal entre les deux. Loin de moi cette idée. Je note simplement que la conflictualité croissante entre les deux principales puissances crée des problèmes pour nous tous réunis. Nous sommes engagés dans un agenda, au fond, de de-risking, mais pour réussir à bâtir la prospérité du XXIème siècle au service d'un ordre international auquel nous croyons, et les quelques valeurs que je viens de dire. C'est l'autonomie stratégique européenne que la France défend depuis près de 10 ans. C'est la résilience économique, la sécurité économique que le Japon défend depuis de nombreuses années, et c'est ça qui crée la synergie entre nos agendas. Au service de cette même approche, nous pouvons et nous devons faire encore bien davantage. Alors, on a commencé, et les partenariats que je citais vont dans ce sens.

Mais au fond, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire : en innovant ensemble, en industrialisant ensemble, en finançant ensemble, on peut réussir à créer des liens plus forts pour réussir ces défis. Au fond, le lien entre le Japon et la France doit être la base d'un lien beaucoup plus fort qu'il faut établir entre le CPTPP et l'Union européenne. Il faut y adjoindre quelques partenaires clés, l'Inde, le Brésil, de nombreux émergents qui ne sont pas dans cet axe-là, mais on voit bien là qu'on a la possibilité de créer une plateforme qui est ce que j'ai pu appeler il y a quelques mois cette coalition des pays volontaires et qui veulent rester indépendants. Cette coalition des indépendants, c'est celle à laquelle nous croyons. On n'a pas envie que nos solutions technologiques dépendent d'une grande puissance qui veut nous vassaliser. On n'a pas envie qu'au fond, nos modèles économiques soient au service d'agendas géopolitiques qui ne sont pas les nôtres.

Pour ce faire, on doit pouvoir faire beaucoup plus ensemble. C'est exactement ce que la Première ministre japonaise porte ici et ce que nous croyons ensemble. Je serai dans quelques heures avec elle pour développer cet agenda et que quand sur les minerais critiques, sur le financement de nos économies, sur la mobilité, sur l'énergie, on développe des projets communs, c'est exactement ce qu'on veut faire. Nous voulons avancer, ce faisant, avec quelques axes, et je vais ici essayer de conclure mon propos en les détaillant, mais ces axes viennent au service, au fond, de cette stratégie franco-japonaise qui croit dans plus de croissance, la décarbonation de nos économies, et une plus grande indépendance de celles-ci. On fait déjà beaucoup en termes de mobilité et de mobilité décarbonée. On veut encore davantage de partenariats dans ces secteurs. J'en ai évoqué quelques-uns.

Nous en avons dans l'hydrogène. On veut aller beaucoup plus vite et plus fort. Nous, Européens, on doit simplifier notre marché et aller plus fortement, mais tous les acteurs ici présents de la mobilité décarbonée, on doit faire beaucoup plus.

2) On veut faire beaucoup plus dans l'énergie et le nucléaire civil. Votre pays est un très grand pays nucléaire civil, historiquement. Il y a eu le choc d'il y a 15 ans, le drame où nous étions là. Vous êtes en train de repartir sur cette stratégie qui est clé dans la décarbonation de l'économie chinoise. La France est un partenaire de cette stratégie. Et ce, dans tout le cycle : l'approvisionnement, les turbines, la gestion des centrales, le démantèlement et l'aval du cycle. Et nous sommes un partenaire, évidemment, dans tout le reste en matière d'énergie, je l'évoquais tout à l'heure, des batteries à l'hydrogène, etc.

3) Le spatial. Nous sommes deux grandes nations du spatial. C'est un domaine dans lequel la compétition est féroce. Elle est féroce, elle est de moins en moins coopérative, et elle est de plus en plus prise par les deux grandes puissances que j'évoquais. Si on croit dans cet agenda, cette coalition des indépendants, le spatial doit être un levier de la coopération franco-japonaise. Nous avons depuis des décennies travaillé ensemble en matière de lanceurs. Nous avons d'ailleurs nos back-up réciproques. Nous avons de plus en plus de lanceurs, de petits lanceurs, lanceurs réutilisables que nous voulons développer. Nous avons une constellation basse orbite qui est un trésor, OneWeb, qui est chez Eutelsat. On veut créer de plus en plus de partenariats avec vous en matière de spatial. Continuer à innover sur les lanceurs, avoir des programmes ensembles satellitaires, réussir à développer une stratégie commune sur l'orbite basse pour ne pas dépendre des solutions, justement, ou chinoises ou exclusivement américaines. En matière de défense et de sécurité, on doit faire davantage. Nous avons à peu près des budgets comparables.

Nous avons des défis qui sont distincts parce que nos aires géographiques ne sont pas les mêmes, mais enfin, de la même manière, nous sommes confrontés à des vrais risques géopolitiques dans nos environnements proches. Quand je regarde les choses aujourd'hui, on a quelques coopérations qui existent en matière de radar, en matière d'innovation. C'est formidable. On doit faire beaucoup plus en matière de défense et de sécurité. Je pense que c'est un axe de la coopération franco-japonaise qu'il faut accélérer. On a ensuite trois domaines dans lesquels nous avons des forces historiques, nous avons des coopérations scientifiques, nous sommes deux grandes nations scientifiques et industrielles, mais on doit donner un coup d'accélérateur. C'est le quantique, l'intelligence artificielle et les semi-conducteurs. Dans ces trois secteurs, la coopération entre nos deux pays et avec quelques autres dans la région et en Europe est absolument fondamentale.

Nous avons là-dessus des leviers par les coopérations existantes et par aussi la force de nos systèmes de recherche et des solutions que nous sommes en train de pousser. En matière d'intelligence artificielle, la France est en train d'ouvrir de plus en plus de datacenters. Pourquoi ? On a des sites qui sont disponibles, on a de l'énergie qui est disponible et décarbonée, les 92 TWh que j'évoquais que l'on exporte, c'est quelque chose qu'on peut mettre sur nos datacenters. On n'est pas comme d'autres pays qui promettent des datacenters, mais qui n'ont pas d'énergie disponible et qui, quand ils font un datacenter, soit sont obligés de le faire avec du charbon, soit sont obligés d'ouvrir des centrales à gaz. Nous, on peut les ouvrir et les raccorder sur, justement, des systèmes qui sont existants. En matière d'intelligence artificielle, on peut ouvrir beaucoup plus, faire beaucoup plus, et c'est une des discussions que j'étais en train d'avoir avec plusieurs investisseurs japonais : on souhaite faire davantage avec vous en matière de datacenter, en matière, justement, de modèles, en matière de services, en matière de robotique, où le Japon est une puissance extrêmement innovante, et ce sera un levier de la réindustrialisation des deux côtés.

En matière de quantique, nous avons une recherche, là aussi, mais beaucoup de start-up qui se sont développées ces dernières années, elles souhaitent accélérer leur partenariat avec justement vos start-ups, vos investisseurs. Et c'est là aussi quelque chose sur lequel ensemble, nous pouvons faire davantage parce que la course est lancée. Là aussi, nous savons que les premiers qui stabiliseront les ordinateurs quantiques de nouvelle génération seront déterminants dans la bataille. La bataille de l'IA, la bataille aussi du cyber, du crypto et dans de nombreux domaines de recherche, de sécurité informatique, là aussi, c'est une course qui est absolument déterminante. Puis, sur les semi-conducteurs, nous sommes deux grandes nations de semi-conducteurs. Nous savons là aussi nos dépendances aux uns aux autres. Il y a des partenaires qui existent dans la région avec lesquels nous accélérons aussi les programmes communs.

Mais c'est pour moi un levier de la coopération franco-japonaise qui est absolument clé. Puis, le dernier point que je voulais mentionner, sur lequel des projets sont en cours, sont annoncés d'ailleurs en ce moment même, et sur lequel nous souhaitons faire davantage, c'est la finance. Parce que pour servir tout cet agenda de transformation, d'innovation, de partenariat, il faut plus d'argent public et privé. Là, il y a une chance qui, à mon avis, est largement sous-évaluée. C'est que la France comme le Japon, l'Europe comme le Japon sont deux grandes terres d'épargne. Il y a plus d'épargne en Union européenne qu'il n'y en a aux États-Unis d'Amérique. Il y a ici énormément d'épargne. 230% du produit intérieur brut japonais est en épargne. Nous avons ça de commun, si je puis dire, entre le Japon et l'Europe, c'est que notre épargne n'est pas suffisamment investie dans le risque et dans les fonds propres.

Mais on a des grands opérateurs, des grands asset managers, des grands private equity, des grands fonds, et je sais qu'il y a en ce moment et lors de cette visite des accords qui seront signés, ce qui est une très bonne chose. Nous souhaitons les développer et les accélérer parce que nous souhaitons mettre l'épargne européenne, française et japonaise au service de cet agenda d'innovation, d'industrialisation et de recherche. Et si nous le faisons proprement, nous réduirons là aussi nos dépendances à d'autres fonds et à d'autres économies, mais surtout, nous accélérerons notre capacité à investir sur cet agenda commun. Voilà les quelques lignes de force sur lesquelles je voulais insister, mais au fond :

1) Nous sommes déjà très forts, et on a des partenariats existants et récents qui montrent la vitalité de la relation franco-japonaise.

2) Regardez la France et l'Europe avec des yeux nouveaux. Nous voulons accélérer, aller de l'avant, et nous avons beaucoup d'atouts, comme vous avez beaucoup d'atouts.

3) Dans ce monde incertain, en crise, en guerre, où les choses se sont encore détériorées ces dernières semaines, nous croyons ensemble à un agenda d'apaisement, de multilatéralisme, de droit international, d'innovation, et nous avons des axes pour servir cet agenda. Si nous savons réaliser des projets concrets sur les quelques lignes de force que je viens de détailler, il y a un très grand avenir pour la relation entre nos deux pays, il y a un très grand avenir pour les investisseurs entre nos deux pays, il y a un très grand avenir pour nos entreprises ensemble.

Voilà, mesdames et messieurs, je ne veux pas être plus long. Je voulais vous dire combien je crois à cette relation, combien je crois aussi à l'agenda que je viens de détailler, parce qu'il n'est pas simplement industriel ou économique. Il est très profondément stratégique. Il est au cœur de ce que la France défend, de ce que l'Europe porte et de ce que le gouvernement japonais, aujourd'hui, porte pour lui-même. En me trouvant devant vous, avant de retrouver Madame la Première ministre dans quelques instants, c'est cet agenda que je viens défendre pour vous dire : les gouvernements seront au service de cet agenda. La France, avec France 2030, avec ses investissements, avec son engagement européen, a fait beaucoup ces dernières années pour un tel agenda. Le Japon est en train de faire beaucoup. Je compte sur vous collectivement pour démultiplier tout cela avec des projets nouveaux, des investissements nouveaux, au fond, un goût de l'avenir commun. Un avenir que nous voyons ensemble, ambitieux, innovant, pacifique, coopératif, mais je crois très profondément à un avenir possible, nourri par l'amitié entre le Japon et la France.